



Echantillon textes espagnol

LANGUE VIVANTE A

Journée prépas ESSEC 2025

Affaire Rubiales : en Espagne, le procès du baiser non consenti rouvre celui de la masculinité toxique

Libération, 4 Février 2025

François Musseau

« Mon chef était en train de m'embrasser sur la bouche, et cela ne peut se produire nulle part, dans aucun secteur, ni social ni professionnel. » Col roulé, toute de noir vêtue face aux magistrats, Jenni Hermoso raconte ce baiser du 20 août 2023, celui qui allait faire le tour du monde et provoquer un séisme au sein de la Fédération espagnole de football au point de pousser son président à la démission. Les faits se sont déroulés à Sydney il y a un an et demi. L'équipe nationale féminine vient d'emporter le Mondial, c'est l'euphorie ; soudain, sur la tribune où défilent les heureuses médaillées, le patron de la fédération Luis Rubiales, alors âgé de 45 ans, prend à pleines mains la tête de Jenni Hermoso, lui claque un baiser appuyé sur les lèvres. Lui affirme depuis lors qu'il était consenti. Nenni, conteste la concernée, assurant avoir été « *totalelement prise par surprise* ».

Le procès de ce baiser s'est ouvert lundi 3 février à San Fernando de Henares, près de Madrid, pour tenter d'éclaircir le sens de ce geste et établir des responsabilités. Aux côtés de l'ancien entraîneur national et de deux ex-cadres de la fédération (RFEF), Luis Rubiales est accusé par le parquet d'avoir commis une « *agression sexuelle* ». Mais de s'être rendu aussi coupable de « *coercition* » à l'encontre de la joueuse. Jenni Hermoso, meilleure buteuse de l'histoire de la Roja, affirme en effet que dans les jours qui ont suivi le baiser, Rubiales et son entourage ont tenté de la contraindre à minimiser l'affaire dans les médias. Il risque jusqu'à quatre ans de prison – le parquet a requis deux ans et demi –, 50 000 euros d'amende, l'inéligibilité pour toute responsabilité sportive pour quatre ans, et l'interdiction de s'approcher de Jenni Hermoso à moins de 500 mètres.

Lundi, pendant deux heures, l'ancienne meneuse de jeu a témoigné de manière non équivoque. Ce baiser « *n'a jamais été consenti* ». Même si elle ne s'est pas recluse dans sa chambre d'hôtel « *pour pleurer* » après, ce geste « *a sali un des plus beaux jours de ma vie* ». « *Je ne fais un baiser sur les lèvres que lorsque je décide de le faire*, a-t-elle insisté. *En tant que femme, oui, je me suis sentie peu respectée.* » Devenue un symbole de la lutte contre le sexisme dans le sport, la joueuse de 34 ans a surtout réitéré que Rubiales lui avait intimé de « *calmer les choses* » quand les protestations prenaient une tournure violente sur les réseaux sociaux, avant de lui proposer « *avec insistance* » de poster une vidéo où tous les deux minimiseraient la polémique séquence du 20 août à Sydney. Jenni Hermoso a aussi raconté qu'elle avait supplié son agent d'appeler « *quelqu'un de la fédération* » pour leur demander d'arrêter leurs pressions : elle parle d'« *innombrables* » demandes émanant de certains responsables de la RFEF.

Ce que la joueuse, qui joue aujourd'hui au Mexique, avait refusé, se disant « *agressée* », « *offensée* » par ce baiser. Dans la foulée, dans les locaux de la fédération, Luis Rubiales avait martelé à quatre reprises qu'il ne démissionnerait pas, incriminant « *le fléau d'un faux féminisme* ». Sous la pression populaire et de la gauche au pouvoir, il a été suspendu sine die et ne cesse de clamer son innocence depuis. En parallèle, en mars 2024, le domicile de Luis Rubiales a fait l'objet de perquisitions dans le cadre d'accusations de corruption au sein de la fédération. L'ex-patron de la fédé sera entendu le 12 février, le procès est programmé jusqu'au 19 février. (...)

Dans la foulée du baiser, sous le hashtag #SeAcabo (« ça suffit »), des centaines de femmes avaient dénoncé ce qu'elles vivaient au quotidien, sur leur lieu de travail. Pour la société espagnole, « l'affaire Rubiales » s'inscrivait dans celle de « la meute », le viol collectif d'une jeune fille lors des fêtes de Pampelune en juillet 2016 : devant l'outrage populaire, les juges

avaient été contraints de requalifier en «viol» ce qui avait été pris comme un simple «abus sexuel» au début. En 2022, le législateur avait promulgué une loi sur le consentement en modifiant le code pénal. Ce baiser c'est l'histoire *«d'un type qui pense avoir agi naturellement, et cela nous a montré que le machisme reste profondément ancré*, réagit Ana Requena, journaliste au *Diario.es*. Car ce jour-là, ce 20 août 2023, Jenni Hermoso avait le droit de ne pas ressentir du dégoût. Elle avait le droit de profiter pleinement du moment le plus important de sa carrière sportive. Nous avons toutes le droit qu'ils ne nous gâchent pas la fête».

En Argentine les supporters de foot mouillent le maillot pour les retraités

Le Monde, 27 Mars 2025

Flora Genoux

Maia Moreira a le foot et l'engagement social dans la peau. Au creux de son avant-bras gauche, de fines lignes dessinent un terrain de jeu, juste en dessous d'un autre tatouage figurant les jambes de Diego Maradona. La phrase « *Justice sociale* » barre une partie de son bras droit. Comme d'autres supporters, cette fan du club de Lanús, en banlieue de Buenos Aires, manifestait dans la capitale argentine, mercredi 19 mars, pour la deuxième semaine consécutive, en soutien aux retraités argentins dénonçant leurs conditions de vie. « *Leur situation est critique. Je les défends comme supportrice de foot car je sais que le sport nous enseigne le pouvoir du collectif* », estime la quadragénaire.

La mobilisation hebdomadaire des retraités n'est pas nouvelle. Depuis les années 1990, ils ont pris l'habitude de se rassembler pour réclamer une meilleure pension. Mais leur mouvement a repris du souffle depuis l'arrivée au pouvoir du président ultralibéral Javier Milei, en décembre 2023. Les retraites sont le premier poste de dépenses ayant fait les frais de ses coupes à la tronçonneuse. Si les pensions sont désormais revalorisées chaque mois, au rythme de l'inflation (67 % sur un an au mois de février), le compte n'y est pas. Le minimum vieillesse s'élève à l'équivalent de 252 euros, une somme famélique au regard du coût de la vie, qui a explosé en Argentine. L'accès gratuit, ou partiellement remboursé, à certains médicaments, a été réduit.

« *Après toutes ces années de travail, les retraités ne peuvent pas vivre correctement. Moi aussi, un jour, j'aurai leur âge et je voudrais qu'on me défende* », devise Pedro (qui n'a pas souhaité donner son nom de famille), un livreur de 36 ans, à quelques encablures du Congrès, le point de ralliement des manifestants. Il arbore le maillot rayé bleu ciel et blanc de la sélection argentine. « *Ça symbolise le peuple. C'est pour rappeler à Javier Milei qu'il doit penser aux Argentins.* » (...)

Étonnante alliance. Tout commence lorsque Carlos Alberto Dawlowski dénonce les coups reçus par la police lors d'une manifestation. Ce retraité, un pilier des rassemblements, est toujours vêtu des couleurs rouge et noir de son club, l'Atletico Chacarita Juniors. Début mars, des fans de cette équipe de Buenos Aires se joignent aux retraités avec un mot d'ordre : « *ça suffit de taper les vieux* ». Le mouvement s'amplifie. La semaine suivante, la manifestation se colore de maillots bleu et jaune (Boca Juniors), rouge et blanc (River Plate, Independiente), blanc et bleu marine (Gimnasia), entre autres.

« *Les retraités sont aussi des supporters de foot, ils font partie de nos clubs, ce sont eux qui en ont les souvenirs les plus anciens. Carlos, ça pourrait être notre père, notre oncle* », remarque Hernan Ainseberg, un des porte-parole de la « *coordination des supporters* », qui regroupe les fans de cinquante clubs du pays. « *Si en Argentine nous sommes des supporters aussi passionnés, ce n'est pas seulement pour une question sportive, on représente aussi une culture et une identité sociale, liée à un quartier* », poursuit Hernan Aisenberg. « *Les valeurs de nombreux clubs, depuis leurs origines, reposent sur la solidarité et le lien social* », renchérit le sociologue spécialiste du sport Juan Branz, qui juge cependant cette mobilisation de retraités et de supporters de foot « *inédite* ».

« *Pour moi, mon club, c'est un foyer, une famille, mais c'est aussi un lien avec la communauté* », décrit Paula Sestúa, 36 ans, fervente supportrice du Club Social y Deportivo Merlo. Pendant la pandémie, son club de la banlieue de Buenos Aires a organisé des soupes populaires. Lorsque des inondations historiques ont ravagé la ville de Bahía Blanca (à 630 kilomètres au sud de Buenos Aires), début mars, elle a rassemblé vêtements, bidons d'eau et

produits de nettoyage afin de les envoyer aux sinistrés, comme les supporters d'autres équipes du pays. Elle aussi se mobilise pour les retraités, « *aux droits bafoués* ».

Ces supporters s'engouffrent dans le vide laissé par l'opposition, désarticulée, sans leadership ni projet alternatif. « *À une époque où la politique ne suscite pas d'enchantement, la mobilisation des supporters peut avoir des répercussions* », espère Julieta (elle n'a pas souhaité communiquer son patronyme), 24 ans, supportrice de l'Atletico Atlanta. « *Car le foot est lié à quelque chose de plus profond, de l'ordre de la passion* », poursuit cette psychologue. Le gouvernement, lui, dénonce une instrumentalisation politique des « *barras bravas* », nom donné aux groupes de supporters considérés comme violents, et a déployé un dispositif de sécurité colossal lors des manifestations. [Le 12 mars](#), le rassemblement a été marqué par des heurts entre policiers et manifestants, qui ont fait plus de 20 blessés. Un photojournaliste a été gravement blessé à la tête, après avoir reçu un projectile tiré par la police. Dans la foulée, Patricia Bullrich, ministre de la sécurité, a présenté un projet de loi « *anti-barras bravas* », prévoyant des sanctions plus fortes contre ces « *organisations criminelles* ». Lors du dernier rassemblement de supporters pour les retraités, les maillots s'étaient faits plus discrets. « *J'ai peur que la police m'embête* », rapporte Maia Moreira, avec son tee-shirt noir et ses tatouages.

Le Mexique se prépare au choc des « expulsions de masse » promises par Trump

Le Figaro, 21 janvier 2025

Quentin Duval

« *Nous défendrons toujours notre indépendance et notre souveraineté* », furent les premiers mots de la présidente Claudia Sheinbaum, ce mardi matin, à l'ouverture de sa conférence de presse quotidienne. À 7 h 30, les rayons du soleil perçaient difficilement le brouillard qui enveloppait la capitale du Mexique, après la signature de plusieurs décrets par Donald Trump. La chef de l'État a d'abord voulu se montrer ferme et écarter toute intervention américaine sur le sol mexicain, alors que le 47^e président des États-Unis a signé un décret qualifiant les cartels de « *groupes terroristes* ». « *La défense est notre indépendance. Nous chercherons toujours la coopération comme le mentionnait le secrétaire d'État Marco Rubio* », a poursuivi la présidente.

Lors de son discours d'investiture, le républicain a signé une série de décrets dont certains menacent directement la relation bilatérale entre les deux nations. L'immigration figure en première ligne. En déclarant l'état d'urgence nationale, Donald Trump prévoit d'envoyer l'armée à la frontière sud pour « *contrer la désastreuse invasion de notre pays* », et rétablir le programme « *Rester au Mexique (Remain in Mexico)* », instauré pendant la crise du Covid, qui oblige tout demandeur d'asile à rester côté mexicain en attendant une décision du juge. « *C'est le même décret utilisé en 2019. Gardons la tête froide* », a éludé la présidente de gauche.

Le Mexique a d'ailleurs délivré ces derniers mois une bonne copie en matière de contrôle du flux migratoire, alors que les détentions par les gardes frontières américains sont à leurs plus bas niveaux depuis trois ans. Face à une possible saturation de la frontière nord, la présidente assure que les personnes seront reconduites dans leurs pays, si cela est possible. « *Il faut négocier à chaque fois le rapatriement avec les nations d'origine* », précise Eunice Rendón, spécialiste des questions migratoires. Le cas des Vénézuéliens est particulièrement sensible, alors qu'ils représentent la majorité des migrants présents sur le territoire.

Marianela Arias de Merchan, une mère de famille originaire de Caracas, a reçu lundi un mail d'annulation de son rendez-vous sur l'application CBP One. « *Nous sommes désespérés, c'est terrible. Je ne pensais pas qu'il supprimerait l'application dès le premier jour* », se désole la Vénézuélienne, bloquée à Mexico. L'application développée par Joe Biden offrait un canal légal aux milliers de migrants pour déposer leur demande d'asile. Sa suppression était une promesse de campagne de Donald Trump.

La famille de cinq personnes avait acheté ses billets d'avion pour Tijuana, afin de se présenter à leur rendez-vous aux États-Unis le 25 janvier et rejoindre de la famille à Memphis (Tennessee). Près de 30.000 personnes se retrouvent comme Marianela sans rendez-vous du jour au lendemain et près de 280.000 personnes se connectaient chaque jour sur l'application. « *Les groupes criminels se mobilisent déjà pour offrir leur service à ces migrants désemparés* », s'inquiète l'experte.

La suppression de CBP One bouleverse complètement la politique migratoire mexicaine. Depuis l'été dernier, l'Institut national de migration (INM) avait organisé un système de rétention des migrants dans le Sud. Impossible pour les personnes de circuler vers le nord sans avoir obtenu leur rendez-vous sur l'application. « *Remain in Mexico sera la nouvelle norme* », appuie Eunice Rendón.

À la pression migratoire s'ajoute le risque d'expulsions massives de Mexicains résidant illégalement aux États-Unis. Six millions de personnes seraient dans ce cas. À Mexico, le gouvernement de gauche se prépare à cette éventualité depuis plusieurs semaines. Le réseau consulaire présent aux États-Unis est en alerte pour accompagner légalement ces personnes. Avec le programme « *Le Mexique t'enlace* », l'exécutif veut faciliter le retour au pays de ses compatriotes, avec un accueil dans des refuges, un accès à la Sécurité sociale, une aide économique de 100 euros et un transport gratuit en bus du Nord vers le sud. « *Il faudra surtout développer leur réintégration sociale et professionnelle* », défend Eunice Rendón. L'expulsion des Mexicains coûterait cher à l'économie locale, l'envoi de devises (*Remesas*) au pays représentant près de 3,7 % du PIB mexicain.

Le pouvoir craint surtout le repli protectionniste de la première puissance économique mondiale. Si les barrières douanières de 25 % contre ses voisins n'ont pas été adoptées dès son premier jour de fonction, Donald Trump a rappelé qu'il les imposerait à partir du 1^{er} février. Il accuse ses deux principaux partenaires économiques d'être trop perméables aux flux migratoires et de drogues, voire aux investissements chinois pour le Mexique. La présidente mexicaine a volontairement omis ces nouvelles taxes et souligné que le décret en la matière prévoit de réviser le commerce « *dans le cadre des règles de l'accord de libre-échange* », l'Aceum, signé par Trump lui-même en 2018.

La semaine dernière, le gouvernement mexicain a présenté un grand plan de développement pour faire du pays la dixième puissance économique mondiale. Celui-ci s'appuie sur une meilleure intégration au marché commun et la loyauté envers les partenaires nord-américains. Quelques heures après la prise de pouvoir de son homologue, Claudia Sheinbaum avait rappelé ces principes sur X : « *Comme voisin et partenaire, le dialogue, le respect et la coopération seront toujours le symbole de notre relation.* » Le Mexique reste le premier allié économique des États-Unis mais pour se prémunir, Mexico développe aussi d'autres accords, notamment avec l'Union européenne.

Au Venezuela, l'opposition tente de consolider ses soutiens internationaux

Le Figaro, 9 janvier 2025

Patrick Bèle

En ce 10 janvier 2025, un nouveau président du Venezuela doit être investi. Les cérémonies officielles désigneront sans surprise Nicolas Maduro. Mais pour l'opposition, qui s'appuie sur l'analyse détaillée des procès-verbaux des bureaux de votes de l'élection présidentielle du 28 juillet, c'est Edmundo Gonzalez qui a largement remporté ce scrutin, avec plus de 67% des voix. Ce dernier a assuré qu'il sera présent à Caracas vendredi, alors que le gouvernement a lancé un mandat d'arrêt contre lui et que les frontières ont été fermées. Il a quitté le territoire national depuis plusieurs mois, séjournant notamment en Espagne pour échapper aux menaces d'arrestation des autorités vénézuéliennes.

Edmundo Gonzalez Urrutia a effectué une tournée américaine cette semaine, qui s'est terminée au Panama. Javier Martinez-Acha, ministre des Affaires étrangères de ce pays, a annoncé qu'il « *y aurait une grande surprise qui va faire frémir tout le continent* » en ce 10 janvier. Cela a provoqué la colère du président Maduro, qui a qualifié le président panaméen, José Raul Mulino, de « *vieux dégoutant* ». Maduro est âgé de 62 ans, Mulino de 65. À son homologue panaméen, il a lancé : « *On va te choper, toi aussi !* »

L'ex-candidat de l'opposition à la présidentielle avait auparavant visité l'Argentine, où il a rencontré le président Javier Milei, puis s'est rendu en Uruguay pour avoir un entretien avec le président, Luis Alberto Pou, avant d'être reçu à la Maison-Blanche par le président Joe Biden. Il s'est également rendu au Paraguay et en République dominicaine.

« *Le soutien international obtenu par Edmundo Gonzalez ne cesse de grandir, estime Milos Alcalay, qui a été ambassadeur du Venezuela au Brésil, en Roumanie et en Israël. Sa récente tournée diplomatique a provoqué une grande nervosité dans les rangs du gouvernement. Celui-ci a réagi en déployant des moyens de répression sans précédent et en mettant à prix la tête d'Edmundo Gonzalez.* » Le diplomate rappelle que les États-Unis ont reconnu l'élection d'Edmundo Gonzalez, comme l'Italie, l'Argentine et plusieurs pays du continent. « *L'Union européenne n'a pas, de son côté, reconnu la victoire de Maduro à l'élection, et aucun de leurs ambassadeurs ne devrait se rendre aux cérémonies pour son investiture. Le Brésil et la Colombie, dont les gouvernements se situent à gauche, ont adopté la même position.* »

Pour l'ex-diplomate, l'isolement de Nicolas Maduro et son affaiblissement après une élection dont tout le monde sait qu'il l'a perdue devraient permettre d'ouvrir une nouvelle aire politique au Venezuela dans les mois qui viennent. « *La nervosité du pouvoir est palpable. Il ne peut plus se prévaloir d'une des valeurs fondamentales du chavisme : l'appui populaire. Personne ne croit au résultat officiel de l'élection du 28 juillet dernier. Même au sein du gouvernement.* »

La répression exercée depuis juillet par le gouvernement de Maduro est sans précédent. Plusieurs milliers d'opposants ont été arrêtés. Maria Corina Machado, dont la candidature a été refusée par le Conseil national électoral et qui a laissé place à Edmundo Gonzalez, est contrainte de se cacher de peur d'être arrêtée. Elle avait promis d'apparaître lors des manifestations de l'opposition organisées ce 9 janvier à Caracas.

« *L'espace politique s'est considérablement réduit ces derniers mois au Venezuela, analyse la politologue Colette Capriles. Maria Corina Machado est désormais la seule leader de l'opposition à l'intérieur du pays. L'arrestation d'un autre candidat de l'opposition à la présidentielle, Enrique Marquez, montre la volonté des autorités vénézuéliennes de faire taire toute alternative politique. Pour le pouvoir, la stratégie de Maria Corina Machado est la plus facile à contrer, alors qu'Enrique Marquez avançait des propositions nouvelles. Maria Corina Machado au contraire utilise la stratégie de confrontation directe avec le pouvoir, qui a échoué*

ces dernières années : mobilisation de rue, appel à l'armée. L'expérience de Juan Guaido, proclamé par l'Assemblée nationale président intérimaire en janvier 2019, a été un échec total et a contribué à décrédibiliser l'opposition ».

Cette opposition continue à ne reconnaître que l'Assemblée nationale élue en 2015, où elle disposait de la majorité. La raison est simple : cela leur permet de conserver la main sur un nombre important d'actifs de l'État situés à l'étranger, et ainsi de se financer malgré une légitimité qui s'érode chaque jour tandis qu'enflent plusieurs scandales sur la gestion des entreprises sous contrôle de l'opposition.

« Ce qui se passe est très grave, analyse Colette Capriles. L'impasse est telle après vingt-cinq ans de chavisme que la violence politique est devenue quelque chose d'acceptable dans l'esprit du Vénézuélien moyen, qui espère qu'il va se passer quelque chose, quoi que ce soit. »

Pourquoi Nayib Bukele, le président du Salvador, a ouvert ses prisons aux étrangers expulsés par Donald Trump

Le Figaro, 14 Avril 2025

Patrick Bèle

Le président salvadorien, Nayib Bukele sera reçu à Washington le 14 avril par Donald Trump. Il fait tout ce qu'il peut pour se montrer le meilleur allié de l'hôte de la Maison Blanche. Le 16 mars, son pays a reçu 238 Vénézuéliens expulsés des États-Unis. Parmi eux, 137 sont soupçonnés d'appartenir au groupe mafieux Tren de Aragua. Ils ont été expulsés en vertu du Alien enemies Act datant de 1798, qui permet de déporter des étrangers résidant légalement aux États-Unis. Cette loi n'a été utilisée qu'en 1812 puis pendant les deux guerres mondiales. Les 101 autres Vénézuéliens ont été expulsés pour immigration illégale.

C'est lors de la visite du secrétaire d'État américain Marco Rubio en Amérique centrale, début février, que Nayib Bukele a fait la proposition à Washington de recevoir dans son pays des personnes que la Maison-Blanche souhaite expulser, quelle que soit leur nationalité. Elle revient à faire de son pays une espèce de Guantánamo centraméricain. *« Nous avons proposé aux États-Unis l'opportunité d'externaliser une partie de leur système carcéral [chez nous], a expliqué le président salvadorien, Nous sommes disposés à accueillir les criminels convaincus, dont des criminels américains, dans notre « méga prison » [Cecot, ou centre de confinement du terrorisme, Ndlr] en échange d'une rémunération. Celle-ci sera relativement bon marché pour les États-Unis mais significative pour nous, et cela financera notre système carcéral ».*

On ne connaît pas exactement la contrepartie financière de ce « deal ». Certains parlent de 6 millions de dollars. D'autres de 15. Le chiffre de 20000 dollars par personne expulsée est également évoqué. Reste que la proposition du président salvadorien a été reçue avec enthousiasme par Marco Rubio : *« Aucun pays n'a jamais fait une telle offre amicale. Nous lui en sommes profondément reconnaissants. J'en ai parlé au président Trump. »*

La secrétaire américaine à la Sécurité du territoire, Kristi Noem, s'est affichée la semaine devant des détenus dans la méga-prison de 40 000 places construite par le président Bukele. *« Si vous commettez un crime, voici l'une des conséquences auxquelles vous pourriez faire face, a-t-elle déclaré. Tout d'abord, ne venez pas dans notre pays illégalement. Vous serez expulsés et vous serez poursuivis. Mais sachez que cette installation est l'un des outils de notre arsenal, que nous utiliserons si vous commettez des crimes contre le peuple américain ».*

Pour Bukele, c'est aussi un moyen de légitimer son système répressif, largement contesté par les organisations de défense des Droits de l'Homme. C'est aussi une façon de s'imposer au coeur de la révolution conservatrice en cours à travers le monde, malgré la modestie de son pays. C'est enfin un moyen de financer le gigantesque système carcéral qu'il a mis en place pour lutter contre les maras, ces bandes mafieuses qui ont longtemps rendu cauchemardesque la vie des Salvadoriens.

« 85000 personnes ont été arrêtées au Salvador dans le cadre de la lutte contre les maras, rappelle Jimena Reyes, directrice du bureau des Amériques de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). La plupart n'ont toujours pas été jugés. Et pour ceux qui l'ont été, il s'agissait de parodie de jugement avec des procès de masse concernant 800 à 900 personnes en même temps. » Jimena Reyes relève que pour les Vénézuéliens récemment expulsés des États-Unis, on se trouve dans un vide juridique abyssal. Ils ont été

conduits dans la méga-prison sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux par les autorités salvadoriennes. Ils ne pourront pas bénéficier de l'assistance de leur pays, car il n'y a plus de représentation consulaire vénézuélienne à San Salvador.

Les conditions de détention dans le CECOT sont particulièrement drastiques. Les prisonniers sont soumis à une lumière artificielle 24 heures sur 24. Ils sont continuellement sous l'œil d'une vidéo surveillance. Ils mangent à la main des haricots et du riz car tout couvert est banni. Ils sont la plupart du temps pieds et poings liés. Les murs sont dépourvus de fenêtre. Le seul air frais vient d'une ouverture dans le toit des bâtiments. Rencontré par le quotidien espagnol *El Pais*, le directeur de l'établissement expliquait qu'il est « *impossible de s'évader. Ces psychopathes vont passer le reste de leur vie derrière ces barreaux* ». Les détenus ne peuvent avoir de contacts avec un avocat ou leur famille. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais été jugés. Ils ont parfois été arrêtés du seul fait qu'ils portaient un tatouage.

Cette politique de « *mano duro* » a porté ses fruits. Quand Bukele a accédé en 2019 au pouvoir, le taux d'homicide était de 87 pour 100 000 habitants. Le Salvador était l'un des pays les plus violents du monde. En 2023 il n'était plus que de 2,41. Le pays est en état d'urgence permanent depuis 2022. L'écrivain Giuliano da Empoli disait dans nos colonnes cette semaine : « *Chez Mohamed Ben Salman et Nayib Bukele, on retrouve l'idée machiavélienne typique selon laquelle la fin justifie les moyens. Ils transgressent donc les règles de façon extrêmement brutale* ».

En Amérique latine, l'échec du pape François pour enrayer le déclin de l'Église catholique

Le Figaro, 24 avril 2025

Patrick Bèle

Souvent très implantée dans les communautés les plus pauvres, l'Église catholique a abandonné le terrain aux églises évangéliques.

Quand la fumée blanche s'élève dans le ciel du Vatican le 13 mars 2013 et que le nom du nouveau pape est connu, l'Église catholique sud-américaine reprend espoir : l'archevêque de Buenos Aires, Jorge Mario Bergoglio, devient le pape François. La nomination d'un pape sud-américain devrait redynamiser le catholicisme en Amérique latine, en perte de vitesse depuis les années 1980.

Le pape François a effectué douze voyages dans le sous-continent durant son pontificat. Il a commencé par les JMJ en juillet 2013 à Rio de Janeiro. *« Cela devait se passer en banlieue. Mais la pluie a rendu impraticable le terrain prévu. Ils se sont repliés sur la plage de Copacabana, rappelle Lamia Oualalou, journaliste et auteur de Jésus t'aime aux Éditions du Cerf. Les images ont fait le tour du monde. Des jeunes euphoriques se jettent dans les vagues, surpris par la douceur de l'hiver carioca. »*

En juillet 2015, François visite le Paraguay, la Bolivie et l'Équateur. Il y prononce un discours de repentance et rejetant la *« doctrine de la découverte »* qui justifiait la colonisation. En septembre 2015, il se rend à Cuba. Il jouera un rôle essentiel dans le rapprochement entre Washington et La Havane voulu par Barack Obama. En février 2016, il part au Mexique puis de nouveau à Cuba où il rencontre le patriarche Kirill, chef de l'Église orthodoxe russe. En septembre 2017, il visite la Colombie, puis le Chili et le Pérou en 2018. Enfin, en janvier 2019, il est reçu au Panama. En octobre 2019, il organise un synode sur l'Amazonie où il autorise les prêtres mariés, nombreux dans cette région, mais jusque-là *« clandestins »*.

Enfin dans l'encyclique *'Laudate Si'*, il affirme la nécessité de préserver la forêt amazonienne. Le président brésilien Luiz Ignacio Lula da Silva lui a rendu hommage cette semaine : *« Avec simplicité, courage et empathie, François a porté le thème du changement climatique au Vatican. »*

Si en Argentine, le président Milei l'a qualifié de *« communiste »*, *« soutien des dictatures sanglantes de Cuba et du Venezuela »*, *« imbécile et fils de p... »*, la population ressent une réelle fierté d'avoir eu un souverain pontife issu du pays.

« François a réussi à modifier l'image de l'Église et cela a provoqué un frémissement, estime Thierry Maire, sociologue au Centre Maurice Habwachs. Il a renouvelé l'intérêt populaire au sens noble du terme. Il a beaucoup défendu les migrants dans une région de forte émigration. »

Mais cet engagement du pape François n'a pas suffi à enrayer le déclin de l'Église catholique en Amérique latine. *« Au Salvador et au Guatemala, les évangélistes sont déjà aussi nombreux que les catholiques (38% selon un dernier sondage publié dans la presse locale), précise Thierry Maire. Au Honduras ils sont majoritaires. »* Les Latino-Américains se déclaraient à 80% catholiques en 1995. Ils ne seraient plus que 67% selon un sondage de Latinobarometro de 2013. *« Au Brésil, les deux religions seront à égalité en 2030 »* estime Lamia Oualalou.

Le déclin de l'Église catholique en Amérique latine commence dans les années 1980, quand le pape Jean-Paul II lance sa lutte contre la théologie de la libération. « *Longtemps prospère au Brésil, la théologie de la libération, une doctrine qui place la lutte contre la pauvreté, l'ignorance et l'oppression au cœur de l'action de l'Église catholique a connu un coup d'arrêt à l'époque de Jean-Paul II accaparé par son engagement contre le communisme* », rappelle Lamia Oualalou.

De nombreux prêtres et évêques ont été interdits de prêcher. Souvent très implantée dans les communautés les plus pauvres, l'Église catholique a alors abandonné le terrain aux églises évangéliques. « *Le déclin de l'Église catholique au profit des évangélistes est aussi lié à des causes urbaines*, analyse Lamia Oualalou. *L'exode rural a été massif durant les quarante dernières années. Les gens sont venus s'installer dans les périphéries, ont créé des nouveaux quartiers sans structure, sans centre, sans infrastructure. L'église est au centre du village. Le temple évangélique peut s'installer n'importe où, dans un cinéma désaffecté, dans un hangar.* » Devenir pasteur est simple. Devenir prêtre est un chemin beaucoup plus compliqué.

Enfin, en Amérique latine, les non-affiliés sont de plus en plus nombreux : pas athées, mais rattachés à aucune église. Un graffiti relevé en Amérique centrale par Thierry Maire résume cette situation : « *Iglesia no, Dios sí* » (« l'Église non, Dieu oui »). Une illustration des conséquences du recul de l'Église catholique et des scandales de plus en plus nombreux qui touchent des Églises évangéliques.

En Argentine, le gouvernement cible une comptine écrite pour détecter les agressions sexuelles

Le Monde, 7 Février 2025

Flora Genoux

« *Il y a des secrets légers/qui te font t'envoler/et il y a des secrets si lourds/qu'ils empêchent de respirer/les secrets qui font du mal ne doivent pas être gardés.* » La chanson de Canticuenticos, groupe argentin de musique pour enfants, poursuit d'une voix douce accompagnée de légères percussions, « *je suis là, je veux t'aider/je sais que tu dis la vérité* ». Le clip de la chanson *Hay secretos* (« il y a des secrets ») met en scène des images à la fois claires et poétiques invitant les plus petits à parler en leur assurant qu'ils seront écoutés. Sa mélodie enveloppante permet aux écoles argentines de travailler sur la détection des violences et des abus sexuels. Le lien vers le clip se trouve sur la plateforme éducative Educ.ar – une boîte à outils à disposition des enseignants –, plus précisément sous le volet « éducation sexuelle intégrale ». Ce module pédagogique, obligatoire dans l'enseignement public comme privé depuis 2006, porte, entre autres, sur la prévention des violences, les méthodes contraceptives ou le consentement.

En janvier 2025, en pleines vacances d'été dans l'hémisphère Sud, la chanson était supprimée du site, en partie élagué. « *Nous avons choisi [de conserver] des contenus non politisés qui s'appuient sur la branche biologique, qui est la famille. Après, chez elles, les familles peuvent enseigner ce qui leur chante mais l'État n'a rien à faire avec ces choses-là* », a justifié, le 9 janvier, auprès du quotidien *La Nación* le ministère du capital humain, dont dépend le secrétariat de l'éducation, sans détailler la liste des références retirées.

Inadéquation avec l'âge des élèves, langage inclusif, « *manque de rigueur biologique scientifique* » : ce sont les arguments avancés par le ministère qui entend combattre « *l'endoctrinement* » de l'« *idéologie de genre* » vilipendé par le président ultralibéral, Javier Milei, arrivé au pouvoir en décembre 2023. « *Inaccessibles* » : sur le site de la ville de Buenos Aires, l'une des vingt-quatre provinces du pays, les contenus de la page portant sur l'éducation sexuelle intégrale ont été entièrement supprimés et font désormais l'objet d'une « *révision exhaustive* » et d'une « *étude neutre* », peut-on lire. La ville de Buenos Aires est dirigée par Jorge Macri, du parti Propuesta republicana, allié du gouvernement.

Le retrait de *Hay secretos* a suscité une vague d'indignation. (...) Face au tollé, le gouvernement a dû faire marche arrière et publier de nouveau la chanson sur la plateforme éducative. « *Notre demande ne s'arrête pas là, nous avons besoin de l'éducation sexuelle intégrale* », a déclaré sa compositrice, Ruth Hillar, dans une vidéo publiée sur Instagram, le 11 janvier. « *Il est essentiel que l'école se charge de la prévention contre les violences sexuelles. Certaines familles ne le font pas à la maison et sont même soulagées que l'école s'en empare* », estime Celeste Mac Dougall, militante féministe, enseignante d'histoire et spécialiste de l'éducation sexuelle intégrale. « *Par ailleurs, on sait qu'en matière d'abus, nombre d'entre eux surviennent dans les familles* », poursuit-elle. Selon les autorités judiciaires de la ville de Buenos Aires, 80 % des dénonciations pour abus sexuels émises par des enfants et adolescents surviennent à l'école après un cours d'éducation sexuelle.

Pendant l'été austral, le président argentin a continué d'occuper le terrain de la « bataille culturelle », contre le féminisme, l'écologie, la justice sociale, les droits des minorités, l'avortement, de plus en plus présente dans son discours. Au Forum de Davos en Suisse, le 23 janvier, il a pourfendu le « *wokisme* », selon lui une excuse pour « *justifier la présence accrue de l'Etat* ». Il a, par ailleurs, associé l'homosexualité à la pédophilie.

Des propos qui ont choqué une partie de la population argentine et jusqu'au sein de la droite traditionnelle, généralement favorable à M. Milei. L'Argentine est un pays pionnier des droits des minorités sexuelles dans la région et le mariage pour tous y a été adopté dès 2010. Le 24 janvier, Mariano Cuneo Libarona, le ministre de la justice, annonçait l'intention du gouvernement de retirer la notion de féminicide du Code pénal, la violence fondée sur le genre étant reconnue depuis 2012 comme un élément aggravant dans les condamnations.

A l'appel des groupes LGBT +, des milliers de personnes ont défilé, samedi 1^{er} février, à Buenos Aires et dans différentes villes du pays, mobilisant bien au-delà de ces collectifs. (...) Le gouvernement a tenté de désamorcer la crise. Manuel Adorni, l'omniprésent porte-parole présidentiel, a évoqué des « *interprétations malicieuses* » lors d'une conférence de presse, le 28 janvier. « *Nous, en tant que libéraux, nous respectons toutes les décisions (...) y compris en matière de genre* », a-t-il dit. Nourrissant la confusion, Javier Milei a assuré que ses propos avaient été déformés par une « *vidéo montée* », une méthode récurrente de sa communication consistant à émettre des déclarations explosives avant de les minimiser. La page officielle de la présidence consigne pourtant les propos du dirigeant exactement tels qu'ils ont été prononcés.

Dans les Andes péruviennes, tout un monde risque de s'évanouir avec les glaciers tropicaux

Le Monde, 21 Mars 2025

Amanda Chamorro

Ce géant blanc, aussi connu comme le *Quyllur Puñuna*, « là où se reposent les étoiles » en langue quechua, est particulièrement scruté par les scientifiques. Cette réserve d'eau douce est stratégique pour la région. Sur ses flancs, l'eau ruisselle, créant des zones humides appelées les *bofedales*, où broutent toute sorte de camélidés andins. Elles nourrissent un réseau de cours d'eau dont certains alimentent le fleuve Vilcanota, aux puissants rapides, qui dévalent jusqu'au Machu Picchu et font tourner la centrale hydroélectrique de Santa Teresa. Cette dernière fournit de l'énergie à une partie du million deux cent mille habitants du département de Cuzco.

Au pied du glacier, la famille de Yolanda Quispe, éleveuse d'alpagas, s'inquiète de le voir fondre, sous ses yeux. Comme ses pairs à travers planète, le Quelccaya se meurt lentement. Il aurait perdu 46 % de sa masse ces quarante dernières années. Et selon une étude de la NASA, l'agence spatiale américaine, il pourrait disparaître d'ici à la fin du siècle.

Yolanda Quispe a été durant plusieurs années garde de l'Aire de conservation régionale de l'Ausangate, au sein duquel se trouve le Quelccaya. Elle a observé chaque jour la modification de la nature. « Les bofedales [zones humides] s'assèchent, il y a moins de puquiales [puits naturels], ce qui nous préoccupe car nous consommons cette eau, et les animaux aussi », explique cette femme de 44 ans. Elle s'attriste aussi de voir une part de la culture et de l'identité des habitants s'évanouir avec le glacier. Ces montagnes de glace ont un rôle spirituel pour les communautés quechua, qui les considèrent comme des entités sacrées, objet de mythes et de légendes. « Le Quelccaya c'est la vie. Nous faisons toujours des offrandes, on le remercie, on prend soin de lui. On le protège, et en retour, il nous protège », décrit-elle.

Cette communauté paysanne, qui survit dans des conditions climatiques extrêmes, subit des épisodes de sécheresse de plus en plus fréquents, du fait du recul du glacier mais aussi de la baisse des précipitations. En 2022, la famille de Yolanda Quispe a perdu des dizaines d'alpagas, base de l'économie locale, dont elle commercialise la laine et consomme la viande. Des centaines de familles quechua alto-andines vivant dans la zone, et hautement dépendantes de ces ressources, ont été affectées. Tout comme des dizaines d'espèces d'animaux sauvages, oiseaux et mammifères.

Ces bouleversements, fruit du changement climatique et de la déforestation (qui réduit la circulation d'eau atmosphérique), rappellent que l'Amazonie est ici toute proche. A moins de 100 kilomètres à vol d'oiseau. « Lorsqu'il y a des feux, on voit les fumées ici. Il y a des dépôts obscurs qui se déposent sur le glacier et l'imprègnent », raconte Yolanda Quispe.

Ces particules, le glaciologue Thomas Condom, chercheur de l'Institut de recherche pour le développement, les a étudiées. Elles sont un élément de plus causant le recul des glaciers : « Les poussières, sombres, accélèrent la fonte de la glace [en absorbant le rayonnement solaire]. Elles peuvent provenir des feux de forêts, mais aussi de l'activité minière, importante dans la région de Cuzco, ou encore d'une activité volcanique naturelle, comme c'est le cas dans d'autres régions au Pérou », décrit le chercheur.

Au Pérou, le risque de catastrophe naturelle provoqué par la fonte des glaciers et la rupture de lacs glaciaires est pris au sérieux à travers les 18 cordillères que compte le pays. En 1970, la petite ville de Yungay (centre), au pied de la cordillère Blanche, a été engloutie, et d'autres villages entiers rayés de la carte en quelques minutes. Un tremblement de terre avait provoqué le décrochement d'un énorme bloc de glace, causant la « vidange brutale d'un lac glaciaire, mélange de glace, de roche et d'eau », précise Thomas Condom, causant la mort de plus de 70 000 personnes. La pire catastrophe naturelle de l'histoire péruvienne.

En 1941, une avalanche suivie d'une coulée de boue avait détruit une partie de la ville de Huaraz, dans la même région. Avec le réchauffement climatique, ce genre d'épisode pourrait se répéter d'autant que le Pérou se trouve sur de nombreuses failles sismiques. « *Les effets se cumulent : du fait de l'augmentation des températures, les massifs sont plus fragiles et les parois rocheuses moins stables* », poursuit le chercheur. Ce pourquoi, les autorités péruviennes mènent désormais une surveillance constante des massifs de la zone. « *Le Pérou est précurseur dans la gestion de ce type de risques. Il y a des systèmes d'alerte précoces, des plans de prévention, des routes d'évacuation... De grands ouvrages ont également été menés avec des tunnels en béton capables d'absorber une énorme quantité d'eau s'il devait y avoir une grosse vague dans les lacs* », témoigne le glaciologue.

L'impasse politique au Venezuela inquiète les pays voisins

Le Figaro, 16 Août 2024

Patrick Bèle

La fraude électorale manifeste du régime chaviste de Nicolas Maduro lors du scrutin présidentiel du 28 juillet dernier est désormais reconnue par la quasi-totalité des acteurs régionaux. Plus personne ne croit à la victoire revendiquée du président vénézuélien sortant. C'est bien le candidat de l'opposition qui a largement gagné cette élection avec probablement plus de 60 % des suffrages. Le refus du pouvoir de publier les procès-verbaux de chaque bureau de vote n'a pas empêché l'opposition de réunir plus de 80 % de ces derniers et le résultat est sans équivoque : Edmundo Gonzales Urrutia a recueilli plus de 65 % de suffrages. La déconvenue des chavistes est totale. Dans les quartiers populaires comme dans de nombreuses casernes où le scrutin était organisé, Nicolas Maduro a subi une cuisante défaite. Dans la confusion, les présidents des pays voisins, le Brésilien Luiz Inacio Lula da Silva et le Colombien Gustavo Petro ont décidé ces dernières heures de reprendre l'initiative. Ils proposent deux sorties de crise possibles : un gouvernement de coalition entre les chavistes et l'opposition, ou l'organisation d'une nouvelle élection.

Washington, après un soutien surprenant à leur initiative, a fini par la rejeter. Jeudi, lors d'un échange avec la presse, Joe Biden se dit « favorable » à de nouvelles élections au Venezuela, semblant ainsi soutenir l'initiative de Lula et Petro. Mais un porte-parole de la Maison-Blanche a qualifié quelques heures plus tard de « très claire » la victoire du candidat de l'opposition, Edmundo Gonzalez Urrutia, rejetant ainsi l'idée d'un nouveau scrutin.

« *Organiser de nouvelles élections n'est pas une proposition sérieuse*, estime Michael Shifter, professeur à l'Université de Georgetown et ancien président de la fondation Inter-American Dialogue. *Cela n'a aucune chance de constituer une solution à la crise vénézuélienne.* » Le pouvoir chaviste comme l'opposition vénézuélienne ont d'ores et déjà rejeté cette éventualité. L'économiste et politologue vénézuélien Victor Alvarez estime de son côté que la demande de publication des procès-verbaux des élections formulée par l'opposition ne fera que « *rendre plus évidentes les graves tricheries commises dans la plupart des bureaux de vote. La solution est d'annuler les élections et d'en convoquer d'autres en décembre avec un nouveau Conseil national électoral.* »

L'ancien diplomate Milos Alcalay estime de son côté que proposer un gouvernement de coalition entre les chavistes et l'opposition est une supercherie « *quand le régime se refuse à discuter avec Maria Corina Machado (candidate invalidée de l'opposition et actuelle leader de l'antichavisme, NDLR), criminalise les vainqueurs de l'élection en les menaçant de prison pour "terrorisme", refuse de négocier avec la vraie opposition représentée par Edmundo Gonzales, interdit les ONG, procède à l'emprisonnement illégal des opposants. La nouvelle proposition de Lula fragilise sa demande de publication des procès-verbaux de l'élection et conduit au risque de redonner de l'oxygène au régime chaviste par un faux projet démocratique* ». L'opposition comme le pouvoir chaviste ont rejeté officiellement la proposition de Lula et de Petro.

Les pays sud-américains sont très préoccupés par la situation vénézuélienne et en subissent les conséquences directes. Plus de 7 millions de Vénézuéliens ont fui leur pays. Ils sont 800.000 au Brésil, 2 millions en Colombie. Au Chili, on les accuse d'être responsables d'une augmentation de la délinquance. Les Vénézuéliens alimentent une bonne partie des flux de migration illégale vers les États-Unis. L'instabilité à Caracas est une menace directe pour l'ensemble des pays de la région. La perspective d'un maintien au pouvoir de Maduro ne laisse d'autre choix à des milliers de Vénézuéliens que l'exil.

Si la condamnation de la fraude n'a pas surpris venant de gouvernements revendiquant leur affiliation à droite, comme celui de Buenos Aires ou du Salvador, la réaction des régimes de

gauche n'a pas été unanime. Le président chilien, Gabriel Boric, allié au Parti communiste chilien, a immédiatement contesté le résultat proclamé par le Conseil national électoral vénézuélien. « *Je ne doute pas que le régime de Maduro a tenté de commettre une fraude électorale*, a déclaré Boric. *Le régime de Maduro doit comprendre que les résultats publiés sont difficilement crédibles.* » La réaction du régime chaviste ne s'est pas fait attendre : comme six autres de ses collègues, l'ambassadeur chilien à Caracas a été expulsé. « *Le masque est tombé*, a répliqué le ministre des Affaires étrangères chaviste, Yvan Gil. *Le gouvernement (de Boric) est pinochétiste.* »

Mais c'est la position des gouvernements colombien et brésilien qui ont, dans la région, le plus de poids. Ce sont les principaux voisins du Venezuela et potentiellement les principales victimes d'une dégradation dans le pays. Ce sont aussi les alliés historiques du régime chaviste. L'ex-syndicaliste Lula et l'ex-guérillero Gustavo Petro ont longtemps entretenu des liens forts avec le régime chaviste. Leurs prises de position sont cruciales pour la région. Comme le rappelle Milos Alcalay, « *Kissinger reconnaissait que, quand Le Brésil choisit, l'Amérique latine choisit. Lula a une grande influence sur la perception de ce qui se passe à Caracas.* »

